



**FEDERATION CONFEDEREE FORCE OUVRIERE DE LA METALLURGIE**

9 rue Baudoin – 75013 PARIS

tél. 01 53 94 54 00 - fax. 01 45 83 78 87

[www.fo-metaux.org](http://www.fo-metaux.org) - [contact@fo-metaux.fr](mailto:contact@fo-metaux.fr)

---

## **PRESSE - INFORMATION**

---

### **Projet de création d'une joint-venture destinée à renforcer la participation de Renault SAS dans la société AVTOVAZ en Russie**

Aujourd'hui mercredi 12 décembre 2012, le groupe Renault-Nissan doit sceller un nouvel accord avec le premier constructeur automobile russe (Avtovaz), qui permettra à Renault-Nissan de prendre le contrôle d'Avtovaz (Lada). Pour cela, le groupe Renault-Nissan prévoit d'investir 750 millions de dollars (600 millions d'euros) pour la création d'une coentreprise avec la société publique Russian Technologies, qui détiendra alors la majorité du capital d'Avtovaz. Au terme de ce projet, Renault sera majoritaire à 50,10 % de la joint-venture créée. L'augmentation de production inscrite dans ce projet devrait répondre à une demande locale croissante.

Avec ce nouveau projet, Renault aura investi près de 1 Milliard d'euros à fin 2014 dont 650 Millions d'euros au départ du projet en 2008, pour environ 200 000 véhicules Renault supplémentaires par an, ce qui paraît peu en terme de volume. Nissan, quant à elle, aura réalisé seulement 290 Millions d'euros d'investissements sur la période de 2012 à 2014.

Sur le fond, nous pouvons comprendre que Renault fasse de la Russie l'une des priorités de son expansion. FO est parfaitement consciente de l'enjeu que représente l'internationalisation du groupe. Pour autant, la stratégie industrielle du groupe nous interpelle, quant à l'avenir des sites Renault en France.

Les représentants FO se sont exprimés en ce sens lors de la réunion du CCE Renault SAS du 5 décembre 2012. Ils ont rappelé les conditions du développement du projet DACIA, dont les véhicules (Logan) ne devaient pas être destinés au marché français...

Ils ont également tenu à replacer ce projet dans le contexte des négociations en cours en France au sens du groupe. « Dans une période durant laquelle on nous menace de fermetures de sites, vous comprendrez notre amertume vis-à-vis de la lecture et présentation de ce dossier que l'on pourrait considérer comme une provocation. »

En effet, la négociation en cours sur la compétitivité en France, sur fond de présentation du groupe dans une situation de fragilité, négociation faisant porter sur les salariés l'essentiel sinon la totalité des efforts à produire, ne nous semble pas compatible avec un tel investissement. D'autant que, jusque-là, ce sont les salariés européens, d'abord français qui ont payé le prix de l'internationalisation du groupe et le rachat de Nissan.

Pour cela, FO a voté contre ce projet.

Paris, le 12 décembre 2012

**Contact :**

Jean-Yves SABOT, Secrétaire Fédéral, 06 82 66 64 63

Laurent SMOLNIK, Délégué Syndical Central RENAULT, 06 08 75 23 67